Interview - Professeur en aménagement à l'École d'urbanisme de Paris

Joël Idt

Quels sont les motifs qui vous ont poussé à vous lancer dans la rédaction de votre ouvrage L'urbanisme, entre technique et politique ?

La question des imbrications entre technique et politique en urbanisme constitue le cœur de mes recherches depuis plus de vingt ans, et le livre m'a permis de faire une synthèse. J'ai commencé à m'y intéresser avec ma thèse sur le pilotage des grands projets d'aménagement urbain, alors que je travaillais comme chargé d'opérations pour une SEM d'aménagement parisienne. Le sujet m'a sauté aux yeux dans ma pratique opérationnelle, car le politique était omniprésent dans le quotidien de mon travail de simple technicien. Comme chercheur, j'ai ensuite développé ce cadre d'analyse, avec d'autres cas que les projets d'aménagement : l'urbanisme transfrontalier, l'aménagement touristique, la ville productive, la densification urbaine, etc. Mais toujours abordés sous le prisme particulier des imbrications entre technique et politique.

Quels sont les principaux enseignements de votre travail de recherche ?

Je montre que l'urbanisme est fondamentalement technico-politique, et que ceci a des conséquences sur l'action, sur la manière dont elle s'organise, et dont se font au quotidien les politiques et les projets urbains. Les acteurs de l'urbanisme, autant les techniciens que les élus, naviguent constamment entre les deux mondes. Et pas uniquement les cadres de direction ou les proches collaborateurs des élus. Je montre aussi que la phase opérationnelle et de mise en œuvre de l'action, a priori souvent considérée comme technique, est en réalité politique à bien des égards, ce qui change la donne. Un autre aspect de mon travail consiste à repérer les relations entre technique et politique au sein des organisations politico-administratives publiques, et surtout entre les organisations, par exemple entre les communes et leurs intercommunalités. Je m'intéresse enfin à l'urbanisation « en diffus », en dehors des politiques urbaines et des projets, et à la manière dont les techniciens et les élus tentent malgré tout de la contrôler et de la réguler.

Comment envisagez-vous les perspectives opérationnelles offertes par votre réflexion pour les collectivités ?

Ce serait plutôt aux acteurs, qui sont plongés dans l'action et ses difficultés, de dire ce que ce livre leur inspire, que ce soit en matière de formation des élus et des techniciens, de mise en œuvre de l'action publique ou encore d'organisation des services en matière d'urbanisme. Mais si je ne devais soulever qu'un point (qui trouve un écho dans l'actualité avec les attaques de plusieurs candidats à la présidentielle contre tout ou partie des intercommunalités à fiscalité propre, qu'ils considèrent trop technocratiques), ce serait l'idée que la capacité d'action politique ne peut se passer d'une vraie capacité d'action technique. Les techniciens et leurs technostructures sont parfois soupçonnés d'empiéter sur les décisions ou les responsabilités des élus, avec la crainte que le technique ne prenne le pas sur le politique, ou que les citoyens se sentent « déconnectés ». Or à mon sens, c'est l'inverse : la capacité d'action du politique, la possibilité des choix politiques, la légitimité des décisions démocratiques, le lien au citoyen, etc. ne sont possibles qu'avec des services technicoadministratifs solides, organisés, et qui soient en capacité de prendre en charge, aux côtés des élus, les dimensions politiques inhérentes à leur action (et en ce sens, l'affaiblissement de la capacité technique à traiter des problèmes complexes de nos sociétés à des échelles plus larges que la seule maille communale me semble problématique).